

Ve Entretiens Européens d'Epernay

Le 14 octobre 2006

Pour une croissance intégratrice en Europe

par Pierre DEFRAIGNE, directeur Eur-Ifri

A deux reprises je me suis activement engagé dans une campagne référendaire en France sur l'Europe: en 1990 pour le Traité de Maastricht et l'an dernier pour la Constitution. La première fois j'étais porté par une conviction forte, celle qu'avec le passage à l'Euro se jouait une avancée capitale pour l'avenir de l'Europe ; la seconde fois par raison parce que le Traité qui ne méritait pas d'être appelé une Constitution, apportait une clarification précieuse des textes existants et améliorerait à la marge le fonctionnement de l'UE au lendemain du grand élargissement de 2004.

Au cours de la campagne, j'ai bien entendu senti monter le Non. Mais c'était moins un non souverainiste à l'Europe comme quinze ans auparavant, c'était un non à une Europe qui était perçue comme injuste ; ce non exprimait la demande d'une autre Europe. La campagne, d'abord mal engagée, avec trop de complaisance, voire d'arrogance, dans le camp du oui, et de mauvaise foi et d'ignorance dans celui du non, a graduellement gagné en maturité. Elle s'est hélas achevée sur un échec, mais elle a révélé une capacité de débattre sur le fond qui est bien la marque du peuple français, à bien des égards le pays le plus 'politique' d'Europe. Quel contraste avec le Royaume Uni qui, au même moment, tenait ses élections législatives et où, de commun accord entre Travailleurs et Conservateurs les mots Union européenne n'ont pas été prononcés alors même que la Grande Bretagne reprenait deux mois plus tard la Présidence de l'Union, qu'un référendum devait avoir lieu sur l'entrée dans l'Euro et que les Britanniques devaient eux aussi se prononcer par referendum sur la Constitution !

Ce qui m'est apparu clairement dans cette campagne c'est que l'UE était marquée d'un vice rédhibitoire qui s'est affirmé au fur et à mesure que s'approfondissait l'intégration en l'occurrence la division du travail instituée au départ, au nom de la subsidiarité, entre l'UE et ses Etats-membres : à la première la fonction d'efficience dans l'allocation des ressources pour stimuler la croissance , avec le grand marché unique ; aux Etats-membres, les politiques sociales – l'impôt , la sécurité sociale, l'éducation, la formation , l'emploi. Cette division du travail ne tient plus : la concurrence fiscale et sociale mine la capacité des Etats-membres de remplir leur mission. L'UE met l'Europe sociale en danger !

Or les citoyens ont besoin d'une Europe juste parce que la justice est avec la liberté et l'égalité absolue des hommes en dignité, une des marques de notre civilisation européenne. C'est à celle-ci que je voudrais en appeler, à un moment où, dans un monde qui s'intègre et qui s'unifie rapidement à travers des tensions très fortes, nous avons besoin d'arrimer le projet européen à l'Histoire qui fait notre singularité dans le monde. L'Europe ne peut pas transiger avec son héritage : la tradition juive, la pensée grecque, l'ordre romain, le christianisme et les Lumières ont laborieusement et obstinément construit ces valeurs de dignité, de liberté et de justice auxquelles le combat politique, les luttes ouvrières et plus récemment la mobilisation de la société civile pour le principe de responsabilité pour l'environnement , ont donné un contenu concret. C'est là que se trouve le creuset de notre modernité. L'Europe doit porter témoignage de cette modernité dans ses réalisations et dans la négociation qu'elle ouvre avec le monde pour un ordre international juste et stable : ouvrir la voie à un humanisme véritablement universel par l'approfondissement de notre propre modèle

social, voilà l'enjeu de l'Europe face à la mondialisation. Car bien entendu, il n'est pas de repli possible sur soi en Europe, pas plus qu'une politique de l'entre soi n'est souhaitable, ni tenable.

L'Europe est aujourd'hui confrontée d'abord à une chance, celle d'une vague continue et sans précédent de découvertes et d'innovations technologiques qui constituent autant de sources de progrès économique et donc de progrès humain possible. Mais elle est aussi exposée au risque d'une mondialisation nécessaire, utile et foncièrement légitime certes, mais brutale en raison de sa rapidité et, si nous n'y sommes pas extrêmement attentifs, de sa division entre gagnants et perdants. A la politique européenne à construire entre les uns et les autres la boucle de la solidarité.

S'ajuster à l'ouverture et au changement sans transiger sur la solidarité, c'est l'exercice très difficile auquel l'Europe doit se livrer et dont l'UE fournit le cadre incontournable, nos Etats, grands ou petits, étant désormais trop faibles pour maîtriser la mondialisation. Ni bouclier, ni Cheval de Troie de la mondialisation, l'UE doit aider nos concitoyens à vivre la mondialisation comme une chance pour l'humanité. Mais, reconnaissons-le, à 27 ce sera, au départ, plus difficile : l'Europe élargie est plus forte ; elle est aussi plus hétérogène. Cela complique le problème de la confiance du citoyen dans l'UE. Ceci est d'autant plus vrai que longtemps la Communauté européenne a été identifiée à une croissance forte et au progrès social. L'Union européenne est aujourd'hui associée à une croissance faible, qui plus est, inégalitaire.

Il n'est besoin que de considérer le triangle de la répartition du revenu entre travailleurs, entrepreneurs et rentiers. Aujourd'hui, c'est le rentier, c'est-à-dire l'actionnaire-désormais zappeur sans état d'âme- qui a la part belle avec des retours sur investissement à deux chiffres qui, dans un contexte de croissance annuelle du PIB à 2 ou 3 %, sont intenable et ne peuvent être obtenus qu'aux dépens des autres catégories (travailleurs, consommateurs, fournisseurs, sous-traitants) ; qui plus est, le capital financier est de plus en plus défiscalisé. Le travailleur est quant à lui soumis au nom de la compétitivité, à une pression sévère sur les salaires et à des tensions salariales tout-à-fait excessives : songeons à tel grand patron français dont le salaire en 2003 équivalait à 534 fois le SMIC ou aux trois mille experts financiers de la City qui l'an dernier ont, selon le Financial Times, empoché chacun des primes de fin d'année – hors stock options – d'un million de livres au moins ; par ailleurs la pression fiscale relative s'alourdit sur les salaires et la consommation. L'entreprise pour sa part voit sa croissance à long terme compromise par le prélèvement excessif opéré par les fonds de pension, ce qui bien évidemment nous concerne tous : nous sacrifions nous aussi le long terme au court terme.

La Stratégie de Lisbonne légitime implicitement mais indiscutablement cette dérive inégalitaire en plaidant pour plus de croissance, mais au risque d'inégalités accrues en raison du défaut d'harmonisation sociale et fiscale. Le modèle de référence est en réalité fourni par les Etats-Unis. Ceux-ci ont en effet réalisé au cours de la dernière décennie une croissance un peu plus élevée que l'Europe, mais au prix d'inégalités de plus en plus fortes : songeons seulement qu'avec un revenu par tête de près de 40% supérieur à l'Europe, un Américain sur six n'a pas accès aux soins de santé ! Considérons par ailleurs que la performance de croissance de l'économie américaine, au demeurant sans conteste fort innovante, est obtenue par un prélèvement important et, d'un point de vue éthique tout-à-fait contestable, sur l'épargne du monde – en particulier d'Asie- , sur les cerveaux du monde – notamment des pays du Sud- et sur l'énergie du monde avec deux fois la consommation par tête de

l'Européen moyen. Tout cela fait de l'Amérique une société dangereuse où le réflexe sécuritaire gagne en intensité et déborde dans la politique extérieure avec un rapport de confrontation au reste du monde.

L'Union européenne doit s'assigner un autre objectif : celui d'une croissance à la fois intégratrice et soutenable dans une société ouverte, plus innovante, plus mobile, plus sobre et plus solidaire. L'UE doit faire mieux au plan interne pour s'ajuster à la mondialisation et au plan externe pour mieux la maîtriser sans verser dans un protectionnisme qui serait très vite suicidaire.

Quel agenda interne ?

Je proposerais cinq axes : un policy-mix effectif pour la zone euro ; une politique industrielle fondée sur la R-D, la défense européenne, l'énergie, l'environnement et les services économiques d'intérêt général, qui s'articulerait sur l'achèvement du marché intérieur concurrentiel et ouvert, base de notre force compétitive ; des politiques sociales plus actives et plus productives en matière d'éducation , de formation , d'emploi et de logement de manière à augmenter la mobilité et la flexibilité du travail sans payer le prix de la précarité et de l'insécurité ; une transformation en profondeur de notre modèle environnemental de consommation et de production ; et enfin une correction des dérives de la financiarisation avec la promotion d'une gouvernance d'entreprise plus partenariale et non plus exclusivement actionnariale et, grâce à l'harmonisation fiscale communautaire, avec une fiscalité effective des facteurs mobiles à travers l'Europe – épargne financière et profits des entreprises- de manière à élargir et à rééquilibrer la base fiscale, condition de la baisse des taux d'imposition .

Quel agenda externe ?

Travailler tout d'abord à un atterrissage en douceur du dollar pour mettre l'Europe à l'abri d'un choc de change qui aggraverait la pression sur l'emploi et sur les salaires ; négocier avec la Chine une réorientation de sa stratégie de développement des exportations vers la demande interne , notamment de consommation et de protection de l'environnement, ce qui ouvrirait des marchés très dynamiques à nos exportations et réduirait la pression des importations en provenance de Chine sans devoir recourir au protectionnisme; promouvoir ,en parallèle avec la conclusion du Doha Round et dans le cadre de nos accords bilatéraux, la négociation et le respect effectif de normes multilatérales dans des domaines clés pour l'Europe : les droits des travailleurs, l'environnement , la protection sanitaire, la sécurité de l'épargne et bien entendu la fiscalité du capital financier. Dans tous ces domaines, ce n'est pas seulement la poursuite de ses intérêts et de ses valeurs propres que l'UE doit promouvoir ; elle doit se faire la championne inlassable des droits des plus faibles dans les pays les plus pauvres qui ont tous à gagner sur le long terme à un accès plus ouvert à notre marché assorti de règles et de disciplines internationales porteuses de progrès social et de protection environnementale.

Voyons les choses en face : il faut remettre le social au cœur du projet européen parce telle est sa finalité profonde. Prospérité, stabilité et paix sont les voies du progrès humain. C'est ce qui donne toute sa noblesse au projet européen et bien entendu c'est la vocation de l'Europe de s'engager dans le monde avec le même idéal de stabilité et de progrès en mobilisant toutes les ressources du droit, de la solidarité et, si nécessaire, de la force. Rien ne serait plus dangereux aujourd'hui pour l'unité de l'Europe que de laisser se distendre le tissu social au sein de nos pays. Moderniser radicalement notre modèle social tout en approfondissant la solidarité est vraiment aujourd'hui l'enjeu le plus difficile, mais aussi le plus excitant du débat européen.

Mais comme chacun le sait, la politique n'est pas seulement affaire d'idées et encore moins de bonnes intentions, elle postule la construction de rapports de force. L'espace européen doit devenir le lieu où ces rapports doivent s'organiser démocratiquement. Seules des forces paneuropéennes – partis politiques, syndicats, associations patronales et société civile – peuvent y parvenir.